



Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs d'Afrique de l'Ouest

## Déclaration du Conseil d'Administration

Tenkodogo, Burkina Faso, le 13 novembre 2016

***En Afrique de l'Ouest, Exploitants familiaux,  
consommateurs et autorités publiques, même combat pour la  
souveraineté alimentaire et la consommation des produits  
nationaux***

En Afrique de l'Ouest, la forte croissance démographique et l'urbanisation rapide ont changé les caractéristiques démographiques de notre population : en 1961, 80% des 70 millions d'ouest-africains étaient paysans ; en 2011, ils n'étaient plus que 56% des 342 millions ; en 2050, ils pourraient n'être que 37% des 815 millions d'habitant.

Ces évolutions ont transformé l'économie alimentaire. Aujourd'hui, 20% de notre consommation est importée, représentant selon les années de 30 à 50 milliards de dollars. L'International Food Policy Research Institute (IFPRI) estime que l'addition pourrait s'élever à 150 milliards de dollars en 2030. Ces chiffres sont alarmants : quelles exportations pourront nous permettre de payer une telle facture ? Quel avenir dessine-t-on à nos agricultures ? Quels emplois pourra-t-on proposer à nos paysans, producteurs agricoles, à nos éleveurs, pasteurs, agropasteurs et à nos pêcheurs ?

La responsabilité de cette situation est triple : elle est à la fois celle des acteurs des chaînes de valeur des productions agro-sylvo-pastorales, halieutique et alimentaires (producteurs agricoles, transformateurs, commerçants..), celle des consommateurs et celle des autorités publiques.

Le Réseau des Organisations paysannes et de producteurs agricoles d'Afrique de l'Ouest (ROPPA), les plateformes paysannes nationales et leurs fédérations membres doivent renforcer leurs efforts pour proposer aux consommateurs urbains des produits alimentaires nationaux correspondant à leurs besoins et à leurs demandes. Cet objectif exige des partenariats structurés et des contrats entre les différents acteurs des chaînes agro-alimentaires nationales.

Le rôle des consommateurs est essentiel. Selon leurs choix le système alimentaire national deviendra le moteur central du développement économique, social et environnemental ou, s'ils préfèrent privilégier les produits importés, celui de l'endettement national et de la

marginalisation de la grande majorité des acteurs économiques engagés dans le vaste système alimentaire qui va de l'amont des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques à l'aval de la consommation alimentaire. Le choix qu'ils feront dépendra de critères objectifs qu'il appartient aux producteurs de satisfaire – prix, qualité, facilité de préparation, présentation des produits alimentaires -, mais aussi de facteurs culturels, voire psychologiques, qui s'attachent aux produits locaux et souvent au discrédit dont ceux-ci sont l'objet.

Enfin, les autorités publiques ont une responsabilité éminente dans l'évolution des actions de production, de transformation et de distribution, dans l'orientation des choix de consommation et dans la défense des produits nationaux et la régulation des marchés. Eu égard à l'importance de l'enjeu de la « consommation des produits nationaux », les politiques publiques, celles des collectivités territoriales, des gouvernements et des organisations régionales, doivent appuyer toutes les dynamiques qui permettent de faire des systèmes alimentaires locaux, des systèmes alimentaires nationaux et du système alimentaire ouest-africain les moteurs centraux du développement économique, social et environnemental local, national et régional.

Face à ce grand défi du « consommer local », c'est sur le terrain de la recherche de solutions que nous souhaitons nous engager avec ceux – producteurs, consommateurs ou autorités publiques - qui œuvrent dans nos pays pour promouvoir une transition agricole et alimentaire. Les pionniers, qui nous intéressent, portent des « initiatives d'alimentation responsable et durable » (IARD) en ville ou en milieu rural. Ils sont déjà en marche sur les chemins de cette transition et ouvrent des voies nouvelles, diverses et novatrices.

Nous souhaitons constituer des échantillons nationaux et un échantillon ouest-africain, qui nous permettront de développer avec les acteurs des chaînes agricoles et alimentaires des actions d'essaimage et de changement d'échelles de ces initiatives de référence, mais aussi de renforcer notre campagne « Afrique Nourricière » en direction des consommateurs et des plaidoyers pour « la souveraineté alimentaire et la consommation locale » à l'adresse des autorités publiques locales et nationales. Ensemble, paysans et producteurs agricoles, consommateurs et autorités publiques nous devons réactiver ce moteur central de notre développement.

**Tenkodogo, le 13 novembre 2016**

